



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉNERGÉTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

Paris, le 11/07/2023

**NOUVELLE REUNION DE L'ALLIANCE DU NUCLEAIRE EN MARGE DU CONSEIL DES  
MINISTRES EUROPEENS DE L'ENERGIE EN ESPAGNE, MARDI 11 JUILLET**

L'Alliance européenne du nucléaire, créée à l'initiative d'**Agnès Pannier-Runacher**, ministre de la Transition énergétique, s'est réunie pour la quatrième fois, ce mardi 11 juillet à Valladolid, en Espagne, en marge du Conseil informel des ministres européens de l'Énergie.

Pour cette 4<sup>e</sup> réunion, les ministres et représentants de 14<sup>1</sup> Etats membres, ont échangé leurs points de vue sur le rôle de l'énergie nucléaire dans la stratégie énergétique européenne, en présence de la Commission européenne et de la Présidence espagnole.

Au cours de cette réunion, ils ont réaffirmé que les technologies nucléaires et les énergies renouvelables sont complémentaires pour atteindre les objectifs de l'Union en matière de climat et de sécurité énergétique et doivent, à ce titre, faire partie intégrante de la transition énergétique européenne. En particulier, ils ont réaffirmé que le nucléaire apportait une contribution essentielle à la stabilité et à la résilience du réseau électrique pour l'ensemble du marché européen de l'électricité.

Ils ont présenté à la Commission européenne une feuille de route intitulée « *Une nouvelle stratégie sur l'utilisation de l'énergie nucléaire pour l'Union européenne* » (cf. annexe), dans laquelle ils appellent à une reconnaissance du rôle vital de l'énergie nucléaire. Ils soulignent le principe de neutralité technologique et le droit souverain des États membres à déterminer leur mix énergétique, qui doivent dûment être pris en compte dans les politiques européennes.

Les ministres et hauts représentants ont également discuté des négociations en cours sur la réforme du marché de l'électricité dans la perspective de sa mise en œuvre pour l'électricité d'origine nucléaire.

**Agnès Pannier-Runacher** a déclaré : « *Avec les pays membres de l'Alliance du nucléaire, nous avons remis à la Commission européenne une proposition de feuille de route pour mener à bien la relance du nucléaire en Europe. Nous y portons de nombreuses recommandations qui ont vocation à contribuer à ce que les Français et les*

---

<sup>1</sup> Bulgarie, Croatie, République tchèque, Finlande, France, Hongrie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Slovénie, Slovaquie, Suède. La Belgique et l'Italie ont participé en tant qu'observateurs et n'ont pas pris part au débat ni à la rédaction des conclusions.

*Européens puissent bénéficier pleinement de cette source d'énergie décarbonée, compétitive et indispensable pour atteindre nos objectifs climatiques. »*

### Feuille de route

#### « Une nouvelle stratégie sur l'utilisation de l'énergie nucléaire pour l'Union européenne »

La mise en œuvre de politiques ambitieuses en matière d'énergie et de climat est primordiale pour l'Union européenne (UE). Les États membres soutiennent activement les propositions de la Commission européenne dans ce domaine. Le soutien de la Commission aux projets nucléaires européens, qui contribuent largement à la lutte contre le changement climatique et à la sécurité d'approvisionnement de l'UE, permettra aux États membres, avec la Commission, de se donner des objectifs forts et des politiques ambitieuses pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

#### **I- Les technologies nucléaires sont essentielles pour atteindre les objectifs de décarbonation de l'Union.**

L'électrification de l'industrie, des transports et du chauffage est essentielle pour réduire les émissions de carbone en substituant les énergies fossiles dans l'ensemble de ces secteurs. La décarbonation de la production d'électricité elle-même figure également parmi les premières priorités.

L'énergie nucléaire est un atout majeur pour assurer la diversité des sources et des types d'approvisionnement énergétique, l'indépendance énergétique, la compétitivité et la lutte contre le changement climatique à travers la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Au-delà du Pacte vert européen, l'Union européenne s'appuie également sur la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM). Pour remplir sa mission, la Communauté doit, comme le prévoit le traité EURATOM, promouvoir la recherche et assurer la diffusion de l'information technique, faciliter les investissements et établir avec d'autres pays et organisations internationales des relations de nature à favoriser le progrès dans l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

Le niveau d'émissions de CO<sub>2</sub> de la production d'énergie nucléaire, sur l'ensemble du cycle de vie, est l'un des plus faibles par rapport aux autres sources de production d'électricité. L'énergie nucléaire contribue donc à la réalisation de l'objectif de neutralité climatique d'ici 2050, conformément à l'engagement de l'UE en faveur d'une action climatique mondiale dans le cadre de l'accord de Paris.

L'énergie nucléaire est également un moyen de production stable et contrôlable, permettant une gestion fiable du système électrique et contribuant à un niveau élevé de sécurité d'approvisionnement. Le maintien et le développement de moyens de production décarbonés et contrôlables sont dans l'intérêt de chacun au sein du système électrique européen. La récente crise énergétique et les tensions qu'elle a provoquées au cours de l'hiver 2022-23 sur la sécurité énergétique ont mis en évidence la pertinence de l'énergie nucléaire pour l'opinion publique et les décideurs politiques dans un nombre croissant d'États membres. Ce contexte renforce l'importance pour les institutions européennes de promouvoir et de faciliter l'investissement dans le développement de l'énergie nucléaire, comme le prévoit le traité EURATOM.

Nous réaffirmons l'importance primordiale de la sûreté nucléaire. La coopération entre les autorités nationales de sûreté est un atout pour la définition et la mise en œuvre des normes de sûreté harmonisées les plus élevées dans toute l'Europe. La Commission devrait continuer à travailler en contact étroit avec les autorités nationales de sûreté et à répondre à leurs besoins pour qu'elles puissent s'acquitter efficacement de leurs tâches, en ce qui concerne les instruments européens et les initiatives communes.

L'UE a inclus la production d'énergie nucléaire dans sa taxonomie en juillet 2022, et la Banque européenne d'investissement (BEI) envisage donc de financer l'énergie nucléaire. Dans leurs rapports, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et l'OCDE classent souvent l'énergie nucléaire parmi les solutions essentielles pour lutter contre le réchauffement de la planète. Cela va de pair avec l'élan important donné aux petits réacteurs modulaires (SMR) ainsi qu'aux nouvelles générations de réacteurs nucléaires de grande puissance.

Le principe de neutralité technologique et le droit souverain des États membres à déterminer leur mix énergétique doivent être réaffirmés et dûment pris en compte dans les politiques européennes.

Les technologies nucléaires devraient faire partie intégrante de la stratégie européenne de transition énergétique et les projets d'énergie nucléaire devraient pouvoir bénéficier d'un soutien au même titre que les autres sources d'énergie décarbonées.

## **II- La Commission européenne devrait renforcer sa promotion du secteur nucléaire en Europe et à l'étranger**

### **a. Une stratégie claire doit être mise en place**

Considérant tous les avantages de l'énergie nucléaire, nous encourageons par ce document la Commission européenne à établir une voie claire pour refléter de manière adéquate le rôle de l'énergie nucléaire dans toutes ses communications et propositions. Un nombre croissant d'États membres envisagent de déployer ou se sont déjà engagés à déployer des capacités supplémentaires d'énergie nucléaire dans leur pays. Cette évolution doit être prise en compte dans la stratégie énergétique de l'Union pour atteindre la neutralité climatique. L'énergie nucléaire pourrait fournir jusqu'à 150 GW de capacité électrique d'ici 2050 à l'Union européenne (contre environ 100 GW aujourd'hui). Cela représente l'équivalent de 30 à 45 nouveaux grands réacteurs et, en plus, des petits réacteurs modulaires dans l'UE. Ces nouveaux projets permettraient également de maintenir la part actuelle de 25 % d'énergie nucléaire dans la production d'électricité, avec les avantages qui en découlent pour le fonctionnement du système électrique de l'UE.

Il est de la plus haute importance que le nucléaire et les énergies renouvelables soient tous deux considérés comme des piliers stratégiques de la décarbonation de notre système énergétique. Par conséquent, les politiques et les réglementations européennes doivent garantir des incitations suffisantes pour promouvoir les énergies nucléaires en termes d'objectifs, d'efforts pour faciliter les procédures d'autorisation et d'accès au financement, comme c'est le cas pour les énergies renouvelables. Elles doivent être reconnues comme des sources d'énergie utiles pour tous les usages et comme des vecteurs d'énergie, y compris pour la production d'hydrogène par électrolyse.

Il existe un consensus sur le fait que nous devons sortir des énergies fossiles. Pour atteindre nos objectifs, y compris l'objectif global de neutralité carbone d'ici 2050, nous devons conserver une vision globale de l'approche européenne de la transition énergétique et climatique. Nous devons nous concentrer sur l'objectif principal de nos politiques, qui est avant tout de réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Les moyens et les technologies permettant d'atteindre cet objectif ne sont pas des objectifs en soi, comme le garantit le principe de neutralité technologique inscrit dans les traités de l'UE. Tout en conservant les objectifs déjà convenus, les futurs textes de l'UE définissant les objectifs pour le climat, l'énergie et les politiques connexes devraient se concentrer sur des objectifs en termes d'émissions de gaz à effet de serre, tandis que les textes relatifs aux sources d'énergie et aux approches techniques devraient se concentrer sur l'accélération de la transition en assouplissant les contraintes et en s'appuyant sur toutes les options décarbonées disponibles.

### **b. Des propositions et des actions concrètes doivent être entreprises**

La question la plus centrale pour de nombreux États membres est celle du financement de la transition. Nous encourageons la Commission européenne à développer une politique forte et positive pour soutenir un financement compétitif de l'énergie nucléaire :

Dans le contexte des négociations en cours sur la réforme du marché de l'électricité, il est important que les États membres conservent une marge de manœuvre suffisante pour soutenir les investissements dans l'énergie nucléaire qui contribuent à la sécurité énergétique à long terme.

- Dès aujourd'hui, nous encourageons la Commission européenne à s'assurer que toutes ses propositions techniques (par exemple le texte NZIA) mettent en œuvre une approche technologiquement neutre, ce principe devant rester un pilier fort de l'Union. Toutes les propositions législatives de l'Union en matière d'énergie devraient se concentrer sur la possibilité pour les États membres d'atteindre la neutralité carbone en 2050.
- La Commission européenne pourrait mettre en place un partenariat entre les États membres, les investisseurs privés, les organisations internationales, y compris les organisations européennes telles que la BEI ou la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), et toutes les autres parties prenantes pour discuter de cette question importante. Ce partenariat pourrait être

un moyen efficace de donner un signal fort et nécessaire de la part de la Commission en faveur de l'investissement dans l'industrie nucléaire.

- Nous encourageons la Commission européenne à revoir toutes les règles des fonds d'investissement afin d'inclure le nucléaire là où il est actuellement exclu. Toutes les technologies alignées sur la taxonomie européenne devraient être éligibles dans l'ensemble des fonds d'investissement tels que le Fonds de modernisation, le Fonds d'innovation, le Fonds de transition juste, le Fonds InvestEU, etc. En outre, les technologies nucléaires ne devraient pas être discriminées dans les stratégies de prêt des institutions financières, telles que la BEI ou la BERD.
- Nous encourageons la Commission européenne à lancer un processus visant à définir des lignes directrices en matière d'aides d'État, en association avec les États membres, afin de faciliter le développement de la chaîne d'approvisionnement nucléaire et des facilités nucléaires en Europe.

Nous encourageons également la Commission européenne à aborder d'autres questions importantes telles que :

- Soutenir l'innovation et la R&D dans l'émergence de nouveaux concepts et projets pilotes via, par exemple, le programme de travail Euratom, afin de maintenir une industrie de pointe et de préparer l'avenir.
- Soutenir l'industrie européenne dans le domaine des petits réacteurs modulaires (SMR) et des réacteurs modulaires avancés (AMR). En ce qui concerne la forte concurrence qui émerge au niveau mondial, nous encourageons la Commission européenne à garantir des conditions de concurrence équitables au sein du marché unique afin de développer ces nouvelles technologies décarbonées. Pour ce faire, nous encourageons la Commission européenne à soutenir activement le processus du pré-partenariat de l'UE sur les SMR afin de parvenir à un partenariat d'ici la fin de l'année 2023. La coopération entre les régulateurs nationaux européens sur les SMR devrait être encouragée par la Commission européenne dans le cadre de ses initiatives et auprès des organisations internationales.

## **A new strategy on the use of Nuclear Energy for the European Union**

Ambitious energy and climate policies are paramount for the European Union (EU). The Member States are actively supporting the European Commission's proposals in this area. The Commission's support for European nuclear projects, which greatly contribute to the fight against climate change and to the EU's security of supply, will enable the Member States, together with the Commission, to set strong objectives and ambitious policies to reach the Paris Agreement targets.

### **I- Nuclear technologies are key to achieve the Union's decarbonisation objectives.**

Electrification of industry, transport and heating is key to reduce carbon emissions by substituting fossil fuels in all these sectors. Decarbonising the electricity production itself is also among the first priorities.

Nuclear energy is a major asset in ensuring diversity of sources and types of energy supply, energy independence, competitiveness and for the fight against climate change through the reduction of greenhouse gas emissions. Beyond the European Green Deal, the European Union relies also on the European Atomic Energy Community (EURATOM). In order to perform its task, the Community shall, as provided in the EURATOM Treaty, promote research and ensure the dissemination of technical information, facilitate investment and establish with other countries and international organisations such relations as will foster progress in the peaceful uses of nuclear energy.

The level of CO<sub>2</sub> emissions of nuclear power generation, on a full life-cycle basis, is among the lowest compared to other sources of electricity generation. Nuclear energy therefore contributes to achieving the aim to be climate-neutral by 2050 in line with the EU's commitment to global climate action under the Paris Agreement.

Nuclear energy is also a stable and controllable means of production, allowing reliable management of the electricity system and contributing to a high level of security of supply. Maintaining and developing decarbonised and controllable means of production is in everyone's interest in the European electricity system. The recent energy crisis and the stress it triggered during the 2022-23 winter season on energy security have highlighted the relevance of nuclear energy for public opinion and policy makers in an increasing number of Member States. This context reinforces the importance for the European institutions to promote and facilitate investment in the development of nuclear energy, as enshrined in the EURATOM Treaty.

We reaffirm the utmost importance of nuclear safety. Cooperation among national safety regulators is an asset for the definition and the implementation of the highest harmonized safety standards across Europe. The Commission should continue to work in close contact with national safety authorities and support their needs for effective performance of their duties, as far as European instruments and shared initiatives are concerned.

The EU has included nuclear energy generation in its Taxonomy in July 2022, and the European Investment Bank (EIB) is thus considering financing nuclear energy. The International Panel on Climate Change (IPCC), the International Energy Agency (IEA) and the OECD in their reports often rank nuclear power among the critical solutions to combat global warming. This goes along with the important momentum on small modular reactors (SMRs) as well as the new large generation reactors.

The principle of technological neutrality and the sovereign right of Member States to determine their energy mix should be reaffirmed and duly taken into consideration in European policies.

Nuclear technologies should be an integral part of the European energy strategy transition and nuclear energy projects should be eligible to receive support in consistent manner to other decarbonised energy sources.

### **II- The European Commission should enhance its promotion of the nuclear sector in Europe and abroad**

#### **a. A clear strategy needs to be set up**

Considering all the advantages of nuclear energy, we hereby encourage that the European Commission settles a clear pathway to adequately reflect the role of nuclear energy in all its communications and proposals. An increasing number of Member States is considering to or already committed to deploy additional nuclear energy

capacity in their country. This evolution needs to be acknowledged in the Union Energy strategy towards climate neutrality. Nuclear power may provide up to 150 GW of electricity capacity by 2050 to the European Union (vs. roughly 100 GW today). This represents the equivalent of up to 30 to 45 new build large reactors and Small Modular Reactors (SMR) on top of that in the EU. Such new projects would also secure the current share of 25% for nuclear energy in electricity production, with the associated benefits for the functioning of the EU electricity system.

It is of the utmost importance that nuclear and renewable energies are both treated as strategic pillars for the decarbonisation of our energy system. Hence, EU policies, laws and regulations must ensure sufficient incentives aimed at promoting nuclear energies in terms of objectives, efforts for facilitation of permitting procedures and access to funding, as they do for renewables. They should be recognised as useful sources of energy for all uses and as energy vectors, including for hydrogen production through electrolysis.

There is a consensus that we need to shift away from fossil fuels. To achieve our objectives, including the overarching Net Zero by 2050 target, we need to maintain an integral view on the European approach to the energy and climate transition. We should keep focus on the main purpose of our policies, which is up and foremost to reduce our greenhouse gas emissions. The ways and technologies to achieve this goal are not goals by themselves, as guaranteed by the principle of technological neutrality enshrined in the EU Treaties. While keeping already agreed objectives, future EU text setting out the objectives for climate, energy and related policies should focus on the targets regarding greenhouse gas emissions, while the texts related to energy sources and technical approaches should focus on speeding up the transition by easing constraints and by relying on all available fossil free options.

#### **b. Concrete proposals and actions must be undertaken**

The most important issue for many Member States is financing the transition. We encourage the European Commission to develop a strong and positive policy to support competitive financing for nuclear energy:

Within the context of the ongoing negotiations on electricity market design, it is important that Member States maintain sufficient room to support investments in nuclear energy that contribute to long-term energy security.

- Starting from today, we encourage the European Commission to ensure that all of its technical proposals (e.g. NZIA) implement a technology neutral approach, a principle that should remain a strong pillar of the Union. All Union energy legislative proposals should focus on enabling Member States to achieve Net Zero in 2050.
- The European Commission could implement a partnership between Member States, private investors, international organisations including European organisations such as the EIB or the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD) and any other stakeholders to discuss this important matter. This forum could be an efficient way to give the strong signal needed from the Commission to investment into the nuclear industry.
- We encourage the European Commission to review all investment funds rules so that nuclear be included, where it is currently excluded. All technologies aligned with the European taxonomy should be eligible in all investment funds such as the Modernization Fund, Innovation Fund, Just Transition Fund, InvestEU fund, etc. Furthermore, nuclear technologies should not be discriminated against in lending strategies of financial institutions, such as EIB or EBRD.
- We encourage the European Commission to initiate a process to define state aid guidelines together with Member States to facilitate the development of the nuclear supply chain and nuclear power plants in Europe.

We also encourage the European Commission to address other important issues such as:

- Supporting innovation and R&D in the emergence of new concepts and pilots *via*, for instance the Euratom working programme, in order to keep a state-of-the-art industry and prepare for tomorrow.
- Supporting the European industry on Small Modular Reactors (SMR) and Advanced Modular Reactors (AMR). Regarding the strong competition that emerges worldwide, we encourage the European Commission to ensure a fair level-playing field within the single market to develop those new fossil-free technologies. To do so, we encourage the European Commission to support actively the process of the

EU SMR pre- Partnership to reach a Partnership by the end of 2023. Cooperation between national European regulators on SMRs should be promoted by the European Commission within its initiatives and towards international organisations.

[Retrouvez en ligne le communiqué de presse](#)

**Service presse d'Agnès Pannier-Runacher,  
ministre de la Transition énergétique**

Tél : 01 40 81 13 25

Mél : [presse.mte@climat-energie.gouv.fr](mailto:presse.mte@climat-energie.gouv.fr)

Désinscription [ici](#)